



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

**Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Locales**

Bureau de  
l'Environnement

Dossier suivi par :  
Isabelle FERRON

☎ : 04.68.51.68 67

☎ : 04.68.35 56 84

Mél :

Isabelle.FERRON

@pyrenees-orientales.

pref.gouv.fr

Référence :

arrêté mise en demeure 3  
communes.doc

Perpignan, le 19 août 2004

### ARRETE N° 3236 /2004

portant mise en demeure les communes de Cabestany, Canet en  
Roussillon et St Nazaire de compléter la déclaration de mise à l'arrêt  
définitif des anciennes installations de traitement des ordures ménagères  
au lieu dit Mas d'En Victor, commune de CANET en ROUSSILLON

### **LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES, Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L514-1 ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 34-1 ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations  
classées ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 février 1995 approuvant le plan départemental  
d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 novembre 1999 portant modification de ce plan  
départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;

Vu l'arrêté préfectoral en date 11 septembre 1967 autorisant Le Syndicat  
Intercommunal des communes de CANET, CABESTANY, et SAINT NAZAIRE à exploiter,  
au lieu dit Mas d'En Victor, commune de CANET, une décharge d'ordures ménagères et la  
création ultérieure d'une usine d'incinération ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°3765 du 20 avril 1970 et 4613 du 18 juillet 1977, portant  
prescriptions complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n°5639 en date du 30 juin 1989 portant changement d'exploitant  
au bénéfice du District de la Côte Radieuse, et portant prescriptions complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n°5706 en date du 16 mars 1990, portant mise en demeure de  
respecter les dispositions de l'arrêté du n°5639 en date du 30 juin 1989.

Adresse Postale : 24 quai Sadi-Carnot - 66951 PERPIGNAN CEDEX

Téléphone : ☎ Standard 04.68.51.66.66  
☎ D.R.C.L. 04.68.51.68.00

Renseignements : ☞ SITE INTERNET : [www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr](http://www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr)  
☞ SERVEUR VOCAL 04.68.51.66.67

Vu l'arrêté préfectoral n°6083 en date du 4 octobre 1993 portant prescriptions complémentaires pour la valorisation des papiers et cartons;

Vu l'arrêté préfectoral n°6222 en date du 31 mai 1995 portant suspension du fonctionnement de l'usine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 765/04 du 11 mars 2004 constatant le retrait de la compétence de traitement des ordures ménagères au SIVM de la Côte Radieuse et la délégation de la charge de l'opération de réhabilitation de l'usine d'incinération sise au Mas d'En Victor, aux trois communes membres du syndicat, soit Cabestany, Canet en Roussillon et St Nazaire ;

Vu le dossier établi par le District de la Côte Radieuse relatif à la cessation d'activité du site, reçu en Préfecture le 7 mai 2004 ;

Vu les propositions du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche région Languedoc Roussillon, Inspecteur des Installations Classées ;

Considérant que le dossier de déclaration de mise à l'arrêt définitif des installations de traitement des ordures ménagères, au lieu dit Mas Victor, commune de CANET en ROUSSILLON, doit être présenté conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977;

Vu la lettre de saisine du Préfet en date du 9 juillet 2004 demandant aux communes de Cabestany, Canet en Roussillon et St Nazaire de formuler leurs observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que la remise en état du site n'a pas été totalement effectuée à ce jour et qu'il subsiste le stockage de déchets ménagers qui n'a pas été évacué et n'a pas été réhabilité ;

Considérant le dossier relatif à l'évaluation simplifiée des risques établie par le CEBTP qui conclue que le stock de déchets constitue une source de pollution potentielle vis à vis du sol et de la nappe.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées Orientales,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Madame le maire de CANET EN ROUSSILLON et Messieurs les maires de CABESTANY et SAINT NAZAIRE sont mis en demeure d'adresser à M. le Préfet des Pyrénées Orientales un mémoire sur les travaux réalisés pour prévenir les dangers et inconvénients présentés par le stockage de déchets ménagers, au lieu dit Mas d'En Victor, commune de CANET EN ROUSSILLON, dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Le dossier de déclaration de mise à l'arrêt définitif des installations de traitement des ordures ménagères, au lieu dit Mas Victor, commune de CANET en ROUSSILLON devra être complété par le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire

sur l'état du site qui précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et notamment :

**2-1 :** Compte tenu des risques potentiels présentés par la décharge, l'exploitant devra présenter un mémoire sur les travaux réalisés pour prévenir les dangers présentés par le stockage de déchets ménagers.

Les déchets présents sur le site devront soit être éliminés vers des installations aptes à les recevoir, soit le site devra être réhabilité, conformément au guide de l'ADEME pour le dimensionnement et la mise en œuvre des couvertures de sites de stockage de déchets ménagers et assimilés.

Le dossier devra préciser la surveillance à exercer pour évaluer l'impact de l'installation sur son environnement et notamment au niveau des écoulements superficiels et des nappes souterraines.

**2-2 :** Conformément aux dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'environnement et aux articles 24.1 à 24.8 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant devra proposer au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de la décharge.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site et de son environnement.

### **ARTICLE 3**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux article L514-1 et L.514-11 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 – Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 5 – Recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 7– Affichage**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CABESTANY, CANET EN ROUSSILLON et ST NAZAIRE pour y être consultée,

- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum de un mois dans ces mairies.

Une copie du présent arrêté doit être affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

#### **ARTICLE 8- Ampliation**

Ampliation du présent arrêté est adressée :

- à Madame le maire de CANET EN ROUSSILLON et Messieurs les maires de CABESTANY et ST NAZAIRE spécialement chargés d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la Préfecture le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité;

-à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées ;

-à Madame la Directrice Régionale de l'Environnement ;

-à Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipeement, de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Architecture, des Affaires Sanitaires et Sociales, de Restauration des Terrains en Montagnes et d'Incendie et des services de Secours ;

Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application.

Signé : La Secrétaire Générale  
Anne-Gaëlle BAUDOUIN

**Pour ampliation**  
**Pour le Préfet et par délégation**  
**L'attaché, Chef de bureau**

  
**A.M. AUGUSTY**